

Réponse à Daniel Djament^(*)

Jean Pierre Gerbal
Orléans

Notre collègue s'est aventuré sur un terrain qui est pour le moins complexe : l'analyse de la situation salariale des enseignants et celle de la réussite de l'institution scolaire.

Sa digression sur la "culotte" de Madonna nous éclaire sans conteste sur les causes de son désarroi. Avant d'en dire davantage, rappelons (!) que dans le champ phantasmatique masculin, la culotte est un (fort) signifiant d'anticipation sur l'objet de son désir. Mais quel désir se cache chez notre col-

(*) *Bulletin* n°371 , page 717.

lègue ? Ne serait-ce pas que ses élèves soient aussi impatients de désir ... de mathématiques ? Et la profonde motivation de son texte n'est-elle donc pas qu'il trouve la "culotte" qu'il faudrait exhiber pour que ce désir de maths surgisse ? Mais il est à craindre qu'il se trompe : les élèves, s'ils éprouvent un désir de Madonna, au sens large, c'est pour la liberté des adultes qu'elle symbolise, c'est dans le cadre de la constitution de leur autonomie d'adolescents ; rares sont, et seront, ceux qui pourraient éprouver du désir pour les mathématiques ! En fait, il serait préférable de se poser la question : comment puis-je faire passer mes maths ? Car il faut partir des élèves, tenir compte de leurs motivations, de leurs connaissances scolaires ou autres, ou de leur absence, afin de mieux construire le comment enseigner. Ce qui ne signifie surtout pas soumettre son enseignement à leurs désirs.

Mais voilà, ce n'est pas suffisant. Et notre collègue aborde le problème de l'homogénéité des classes. Mais quelle classe est homogène ? Comment mesure-t-on le degré d'homogénéité ? Question d'importance pour un esprit scientifique. Il n'en souffle mot. Il est à craindre que cela ne s' imagine qu'au travers du souvenir d'un âge d'or : sa classe de terminale ? sa première classe de C enseignée ? Car l'homogénéité d'ici est parfois vécue comme hétérogénéité par un autre enseignant. Pire encore. Entrer dans son raisonnement nous impose de définir quand (re)créer les filières. Pourquoi seulement en collège, alors que les enquêtes successives montrent que les différences entre élèves s'établissent dès l'apprentissage de la lecture et que cette différence est pour beaucoup non comblée, euphémisme, à la fin du primaire ? Filière en fin de CP, donc ? Ce n'est pas sérieux.

La réponse est (en mots) facile : enseignement différencié. En 68, lycéens en 3ème, nous réclamions un enseignement moins standardisé. Nous attendons toujours. Certes nous en sommes tous responsables : nous ne l'avons jamais vu en œuvre dans nos études, peu de stages convaincants se tiennent sur ce sujet et surtout le cadre institutionnel y est opposé : recherche permanente de "niveau" aux dépens de la progression vers un objectif (ô notion étrange ...). Mais il n'existe pas d'alternative. Et que l'on ne vienne pas nous avancer la désastreuse situation de l'enseignement aux Etats Unis d'Amérique, due, pour l'essentiel, à des problèmes d'idéologie et de place de l'Etat dans cette société (enseignement largement privatisé). Pour mieux stimuler l'institution, notre collègue propose, trait d'humour, la création d'un "vrai" (renvoi à une méthode scientifique ?) brevet qu'il oppose à un accroissement quantitatif des bacheliers sur un "faux" bac. Il y a malentendu. La création des bacs professionnels est un excellent exemple d'une amélioration à ce niveau. Des élèves, qui auparavant s'arrêtaient ou échouaient en utilisant une passerelle vers les bacs technologiques, peuvent désormais préparer, après un BEP, un bac professionnel. La réussite, à l'embauche, des

premières vagues sorties en démontre le succès. Est-ce un "faux" niveau de bac ? La norme est-elle le bac C ? Plus grave encore, ce slogan national vise simplement, d'où son succès médiatique, à ce que le système éducatif se donne pour objectif de réduire, pas de supprimer, ce serait une utopie fort irréaliste, les inégalités sociales et culturelles. Regardons les chiffres. Plus de 80% des enfants de cadres supérieurs, d'enseignants, de professions libérales obtiennent un niveau de bac général ou technologique. Est-ce donc aberrant de souhaiter, sous dix ans, mener 80% de toutes classes sociales au niveau d'un bac ? Quelle démagogie y aurait-il ?

Puis, il analyse la condition enseignante sous son aspect salarial. Il relève des avantages pertinents des enseignants mais omet d'en chiffrer l'équivalent salaire (le temps, c'est de l'argent, quoique nous en pensions). De même, lorsqu'il parle salaires dissuasifs, il ne précise pas si ce sont ceux d'un AE (ou PEGC), ceux d'un certifié ou même d'un agrégé. Rappelons qu'après 10 ans d'ancienneté (7ème échelon), le premier gagnera (net) 115 000 francs par an, le second 130 000 francs et le dernier 190 000 francs pour un même service de 18 heures. Ce dernier salaire, compte tenu des vacances et de la liberté de gestion du temps n'est en rien indécent ! Parler salaire, c'est toujours analyser du réel. Cela n'empêche pas la véracité des remarques de notre collègue sur la gestion exécrationnelle de l'éducation nationale en matière de salaires (retard spécifique à ce ministère), sur la question des locaux (c'est la région) ou des matériels disponibles pour l'enseignant.

Enfin, nous nous passerions volontiers des rengaines sur les maîtres auxiliaires qui, le sait-il ? , ont un statut moindre que n'importe quel intérimaire du marché privé, et *a fortiori* qu'un fonctionnaire. De même, il devrait s'abstenir de résoudre par les mots le problème des mutations. Hélas pour nous, une mobilité désirée devrait, pour des contraintes de gestion des postes, s'accompagner de plus de mobilité obligée. Or que n'entend-on déjà lorsqu'un pauvre enseignant est "victime" d'une mesure de carte scolaire !

Mais cela n'ôte (presque) rien de la qualité de son humeur qui nous ouvre à tous un vaste champ de discussions.